

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 22

Où va l'Ukraine ?... – et où va l'Europe ?

« La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. »
(Trotsky—1939)

Un désarroi général mêlé à l'inquiétude est manifeste parmi tous ceux qui commentent le processus révolutionnaire qui se déroule en Ukraine. Un désarroi suscité par l'incompréhension alors que l'inquiétude est provoquée par la menace diffuse d'une guerre. La cacophonie d'un large éventail des explications ainsi que celle des solutions ou des programmes proposés traduisent cet embarras. Ces derniers, tout en étant ses produits, alimentent cette confusion étendue. Mais en dépit de la variété apparemment multiple de ces conceptions et des propositions, tous se ramènent à l'un des programmes bourgeois opposés, directement ou comme l'une de leurs variantes. Soit ils acceptent ou même soutiennent le nouveau régime installé à Kiev et ses parrains capitalistes européens et américains, soit ils « comprennent » ou s'inspirent des ambitions grandes-russes de la bourgeoisie représentée par Poutine. Chaque fois, bien entendu, avec plus ou moins de modifications, conformément à la nature particulière de tel ou tel mouvement ou organisation ainsi qu'à son statut spécifique sur la palette politique.

Une lutte d'indépendance pervertie par la bourgeoisie ou niée par d'autres !

C'est ainsi que du côté de la bourgeoisie européenne l'on affirme qu'il s'agit là d'un mouvement inspiré de démocraties occidentales et qui voudrait rejoindre leur Union européenne. Ce refrain est orchestré par toute la gamme sonore, étendue et variée de la propagande bourgeoise, y compris ses seconds violonistes petits-bourgeois. À les entendre, on croirait que le peuple ukrainien est prêt à mourir sur les barricades pour la démocratie de Hollande et consorts réunis. On ne peut que rejeter avec mépris la volonté prétentieuse de cette Europe-là d'apparaître ainsi en champion de la démocratie et de l'indépendance nationale avec ses dirigeants irresponsables et non-élus, ses oukases impératifs et ses dictatures de troïkas. Ils révèlent dans cette rouerie leur profond mépris pour les travailleurs ukrainiens en travestissant leurs aspirations à l'indépendance authentique et à une véritable démocratie, tout en supposant leur ignorance sur la « démocratie » de Bruxelles et du sort de la Grèce par exemple.

Face à ce mensonge vicieux et ridicule se dresse l'autre version bourgeoise, celle de la grande-Russie voisine avec son Poutine dont la brutalité directe et menaçante d'un primate semble plus répulsive pour beaucoup que la douce fourberie mielleuse des Européens formatée et dégrossie par des siècles de tricherie et de tartufferie. Justement contre **Ianoukovitch** l'homme de confiance du représentant Poutine du rapace parvenu grand-russe de la bourgeoisie que le mouvement révolutionnaire d'Ukraine se développait. Les cliquetis d'armes de quelques milliers d'agitateurs protégés par une armée étrangère à peine déguisée et des fonctionnaires intéressés ne peuvent pas faire disparaître la claire volonté d'indépendance de tout ce grand peuple.

C'est seulement l'analyse marxiste qui peut appréhender l'ensemble de cette réalité et en donner une explication cohérente. Avant tout pour affirmer que, contrairement à nombre de commentateurs, cette lutte pour

l'indépendance nationale est une donnée objective, et même fondamentale du mouvement des travailleurs ukrainiens et non pas une verrue malsaine qui aurait défiguré son visage. Ce sont des fausses solutions proposées par les gérants de la bourgeoisie européenne et ses acolytes ukrainiens, jusqu'aux fascistes qui en altèrent le contenu et en déforment le sens. Même leur prédominance ostensible et leur influence apparente prouvent, à leur façon et en contresens, la vivacité puissante de cette volonté d'indépendance nationale.

Celle-ci n'est pas une invention récente des bourgeois européens, ni une trouvaille diabolique des fascistes. Elle a une longue histoire alimentée par les traditions séculaires. Il n'est pas nécessaire de revenir en détail sur ces combats menés pour l'indépendance de l'Ukraine placée entre la volonté de l'expansion de l'État féodal de la Pologne et les efforts de centralisation de l'État moscovite. Après les décennies de gloire de cette lutte au XVII^{ème} siècle, le pays a été dépecé entre ces deux oppresseurs, puis surtout par la Russie d'où il ne pouvait plus se relever malgré ses luttes incessantes. Là est l'origine de la liaison inséparable, voir même un enchevêtrement inextricable des problèmes sociaux avec ceux de l'indépendance nationale. Cet entrelacement serré a historiquement déterminé l'ensemble de la situation ukrainienne jusqu'à nos jours, à l'instar de beaucoup d'autres pays est-européens. Sur ce point il y a une parenté indéniable entre la lutte en Ukraine et celle menée par les travailleurs en Bosnie-Herzégovine, malgré la différence de leurs formes.

La corrélation étroite de ces problèmes profondément entremêlés se reproduisait à chaque étape historique sous une forme particulière. Notamment au XIX^{ème} siècle la revendication de l'indépendance nationale constituait une partie intégrante de celles de la révolution bourgeoise-démocratique. Non seulement elle y était indissolublement liée dans tous ces pays mais en représentait le socle indispensable.

Cette liaison organique et ininterrompue s'est naturellement reproduite pendant la période soviétique de l'Ukraine dans la mesure où le tournant contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne installait son régime politique bien en-deçà de libertés bourgeoise-démocratiques, sans parler de celles de nature socialiste. C'est Trotsky qui révélait dans sa critique de fond de la bureaucratie stalinienne que cette caste anti-ouvrière a, dès le début, édifié son régime politique contre-révolutionnaire sur les ruines des libertés politiques y compris celles de nature démocratique-bourgeoise. Et qu'elle a nécessairement complété ce régime par l'oppression grande-russe de tous les peuples de l'URSS. Ce n'était pas un hasard que, en écrivant sur l'Ukraine, il a mis au centre de son article le problème de l'indépendance nationale. « Nulle part – écrivait-il – *les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratiques n'assument un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine... (Qui) devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS.* » (Trotsky. « La question ukrainienne », 22 avril 1939, - Œuvres, vol. 21, p. 125.) Cette même année, il a consacré plusieurs articles à l'Ukraine en y expliquant clairement la nécessité d'une lutte pour l'indépendance nationale, comme facteur important de cette interdépendance fondamentale.

A la lumière de cet éclaircissement, le seul fil conducteur qui peut guider notre orientation actuelle, certaines prises de position, même si elles se présentent frauduleusement comme marxistes, voire trotskystes apparaissent dangereusement simplistes et fausses. Ainsi va pour le site « **World Socialist Web Site** » de l'américain David North et Cie. Qui, dans leur sectarisme invétéré, refusent carrément le caractère populaire et authentique de la lutte d'indépendance. Ils écrivent que « Washington et Berlin sont en train de faire exploser des tensions entre différents groupes ethniques et religieux »,... après avoir déclaré déjà que « La principale responsabilité de l'escalade de la crise en Ukraine incombe aux États-Unis et à l'Allemagne ». (« La crise en Ukraine »)

Ce sectarisme à l'égard des revendications nationales va de pair avec l'identification de l'ensemble du mouvement, y compris ses revendications démocratiques avec les gesticulations fascistes qui agissent à sa surface. « Il n'y a pas non plus – selon eux – le moindre contenu démocratique dans le mouvement de protestation à Kiev et en Ukraine occidentale... »

Ce qui caractérise principalement ce genre d'explications c'est la disparition quasi complète des masses travailleuses qui y apparaissent au grand maximum comme des jouets fragiles et impotentes entre les mains des manipulateurs bourgeois de l'Europe. Par contre, cette bourgeoisie, en l'occurrence allemande et américaine – ou russe ! – y paraissent comme des puissances écrasantes, omniprésentes, capables de déclencher tout ce mouvement et l'organiser.

Malheureusement, le camarade Mélenchon en France est tombé, lui aussi victime de cette confusion. En réagissant rapidement aux événements ukrainiens dans son premier blog personnel, il a trouvé compréhensible la réaction de Poutine aux machinations de l'Union européenne. Sans défendre de ces dernières, son opinion est néanmoins très condamnable. D'autant plus qu'elle introduit un trouble dans son parti pourtant dévoué au service des travailleurs. Par chance, il a corrigé ultérieurement cette bévue inspirée par un impressionnisme superficiel, mais sa position reste au niveau des vagues généralités contemplatives, ne dépassant guère les cadres limités de l'interprétation bourgeoise.

Encore sur l'indépendance nationale et sur sa solution

Dans l'ensemble on ne voit que relativement peu d'efforts sérieux pour dépasser ces interprétations qui naviguent à la surface immédiate des choses. On les trouve dans les descriptions de quelques travailleurs ou/et de leurs syndicats qui sont présents comme participants ou observateurs de ces mouvements. Leur témoignage est unanime : il s'agit d'une mobilisation populaire générale contre la politique de spoliation et d'oppression nationale faite et transmise par le régime en place. C'est sur cette lame de fond que se sont greffés les programmes bourgeois variés qui essaient de les canaliser dans telle ou telle direction. D'autre part, on les rencontre aussi dans les commentaires de ceux, à l'extérieur de l'Ukraine qui, passés à l'école du trotskysme ou se réclamant encore de ce marxisme de notre époque envisagent, bien que vaguement, ces bouleversements actuels en tant que mouvements de classe et leurs luttes. L'article du camarade **Philippe Alcoy** du Courant Révolutionnaire Communiste du NPA « L'Ukraine ébranlée » appartient à ce type de réflexion. Hélas, ses tentatives restent, elles aussi, au niveau d'une contemplation superficielle des simple faits, même si l'on ne peut pas les identifier entièrement avec d'autres appréciations. On peut leur reprocher plusieurs imperfections dont les plus importantes sont étroitement liées aux problèmes soulevés ci-dessus.

Le camarade Alcoy trouve que la lutte menée pour l'indépendance nationale de l'Ukraine – même s'il estime, lui, que c'est une lutte réelle – ne vaut pas la peine que l'on en parle et, visiblement, il pense qu'elle est même gênante. Mais contrairement à l'opinion citée plus haut, il ne prend pas une position nette ; il contourne plutôt cet obstacle fâcheux. Plus exactement, il considère que les problèmes sociaux sont les seuls valables, et se débarrasse ainsi du problème national, cette substitution inutile et dangereuse. Il écrit franchement, - déjà dans la deuxième phrase de son article – que « ...le mécontentement populaire répond à des causes bien plus profondes que de simples « aspirations européennes ». » De cette façon, la question dérangeante de l'indépendance nationale et la lutte pour elle ainsi évacuées, le camarade Alcoy peut formuler sa revendication livresque et stéréotypée dans le dernier sous-titre de son article : « Mettre les revendications économiques, sociales et politiques des exploités au cœur de la contestation ! » On y retrouve la même tentative de remplacer l'analyse marxiste d'un mouvement tel quel, c'est-à-dire dans sa réalité vivante, multiple et contradictoire par une construction volontariste avec ses exigences dictées par des schémas rigides d'un « marxisme » supposé, méthode déjà connue de nombreux cadres et dirigeants de la IV^e Internationale déformée par Pablo et Mandel.

En l'occurrence, il tourne le dos à la lutte menée pour l'indépendance nationale et présente ainsi l'abstraction d'une revendication sociale en elle-même, détachée de ce contexte, ce qui lui confère un caractère dépourvu de vie. (D'ailleurs, il est bien incapable de préciser ces revendications sociales !) Ce fait m'oblige non seulement d'insister sur l'importance de cette question nationale en général mais de la placer au centre de cet article, telle qu'elle se présente dans la réalité.

L'existence combinée et réunie des problèmes sociaux et nationaux ainsi que leur enchevêtrement ne contredit pas et ne dévie pas le combat pour les revendications sociales. Bien au contraire, cet entrelacement féconde et renforce mutuellement ces luttes dans leurs domaines respectifs. Toute l'histoire, en particulier celle du XX^e siècle est là pour attester et souligner que les combats menés pour l'indépendance nationale ont fortement enrichi les luttes sociales en leur donnant un relief plus marqué et une vigueur redoublée. On ne peut que répéter que ce n'était pas un caprice déconcertant de sa part de reprendre et de déployer le drapeau de l'indépendance ukrainienne dans sa lutte contre la gangrène sociale de la bureaucratie, et intégrer cette lutte dans le combat général pour la libération de la classe ouvrière.

Or **Philippe Alcoy**, à l'instar d'autres militants du NPA, a complètement oublié ces enseignements de Trotsky, jusqu'à et y compris ses articles sur l'Ukraine. Il se peut fort bien qu'il rejette maintenant ces conceptions, acceptées encore

dans un passé récent. En tout cas, son passage sur une position bourgeoise n'arrête pas notre analyse basée sur celle de Trotsky. Et d'affirmer que si la lutte d'indépendance nationale aiguillonne le combat social, la maturité de celui-ci et son niveau historique détermine à leur tour le type et la configuration concrète de cette indépendance. C'est pour cette raison que Trotsky affirmait fermement l'unique voie de solution de l'indépendance nationale ukrainienne : **« Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit. »** (Ibid. p. 128.) Et il a répondu d'avance à tous ceux qui, bourgeois ou « socialiste » ou même « marxistes » (?) cherchent une solution pitoyablement cantonnée dans le contexte existant défini par la bourgeoisie.

Sa caractérisation reste valable pour aujourd'hui : *« ... il n'y a plus que des cadavres politiques pour continuer à placer leurs espoirs dans l'une des fractions de la bourgeoisie ukrainienne en tant que dirigeant de la lutte nationale pour l'émancipation ».* (Ibid. p. 130.) La vérité de cette affirmation saute aux yeux lorsqu'on voit l'Ukraine ballottée entre deux ailes de la bourgeoisie comprador et mafieuse groupée soit derrière Ianoukovitch, soit derrière Timochenko. Ou alors, tiraillée – et menacée – par les mafias prédateurs avec leur appétit grand-russe, aiguisé en Tchétchénie et au Caucase. Il renforçait encore sa conclusion en élargissant sa portée : *« Il n'y a que les indécrottables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des Nations, etc. Ils ne valent naturellement pas mieux les uns que les autres, tous ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme par l'autre. »* Ibid. p. 128.)

C'est ainsi qu'il est arrivé, comme l'aboutissement logique de son analyse à la revendication d'une Ukraine soviétique indépendante – en déroutant (déjà en ce temps) plus d'un « marxiste » schématique. Or depuis ce moment, des grands changements historiques se sont produits qui, bien plus que la guerre, ont transformé le visage du monde. Et conformément à cette évolution historique concrète, cette même revendication avancée par Trotsky se pose, bien que identique quant au fond, quelque peu différemment dans sa forme, conformément aux modifications sérieuses du contexte général.

Sur la signification de l'effondrement de l'URSS

Le plus grand de ces changements est incontestablement la chute de l'URSS dont l'Ukraine faisait une partie intégrante, provoquée par la politique de la bureaucratie stalinienne. Or si beaucoup de socialistes sincères mais égarés et même plusieurs soi-disant « marxistes » considèrent la lutte nationale des Ukrainiens comme une futilité inutile ou même dangereuse, ils se passent carrément à côté de cette modification du contexte général. En particulier dans leur commentaire sur l'Ukraine ils négligent absolument le phénomène considérable de l'effondrement de l'URSS et sa signification.

Il est fort caractéristique que ces gens envisagent l'effervescence ukrainienne, - si toutefois ils en reconnaissent le caractère populaire - exactement comme celles qui ont animé le Sud de l'Europe, puis secoué les pays arabes et ont aussi apparu ailleurs. Effectivement, il y a un lien qui réunit ces mouvements, bien que distincts dans leur forme, comme les moments singuliers de la relance de la résistance des travailleurs aux attaques du capital. Leur déclenchement est le signe évident - certes partiel et lacunaire, imparfait et contrarié, mais bien réel - de l'avance et de la maturation d'un réveil des mouvements des travailleurs. C'est sur cela que se fonde leur parenté, et assurément, les bouleversements en Ukraine en font partie. Mais nous savons tous que ces derniers recouvrent une réalité bien différente de tous les autres événements semblables, notamment celle de l'effondrement de l'URSS.

Mais tous les commentateurs, sans exception, même les gens de gauche, de ex- ou de pseudo-marxistes « oublient » aussi ce fait pourtant lourd de signification. La classe ouvrière mondiale perdait son État, son bastion avancé de sa guerre de classe contre le capital, malgré son délabrement avancé, miné par la bureaucratie parasite. Cette perte constituait une défaite historique pour toute la classe ouvrière, indépendamment des perceptions variées (souvent opposées) de ce fait par ses courants différents de par le monde. Il marquait la fin d'une époque et le début d'une autre, cette dernière caractérisée par le basculement radical du rapport de force international en faveur de la bourgeoisie et donc par l'avance triomphale de l'aile néo-libérale réactionnaire de celle-ci, basée sur les immenses pertes et reculs successifs de la classe ouvrière.

Si les commentateurs mentionnés détournent leurs yeux si ostensiblement de l'effondrement de l'URSS, c'est qu'ils ne savent manifestement pas comment l'interpréter. Ni sur le plan international, ni pour l'Ukraine en particulier. Voilà pourquoi ils choisissent le silence total sur cette question embarrassante, comme si rien ne s'était passé. C'est la raison pour laquelle leurs vues sur l'Ukraine manquent toute perspective et profondeur et se réduisent, à côté de leurs recettes vides et hors propos, à la description banale des événements. Alors après avoir résumé les effets internationaux de l'effondrement de l'URSS, nous devons examiner les conséquences de celui-ci dans les pays qui la composaient, en particulier l'Ukraine.

Il n'y a pas d'autre moyen pour comprendre les événements et pour esquisser une solution valable.

Alors que l'URSS s'est effondrée, la bureaucratie stalinienne, elle, n'a pas disparu du pays mais, telle que la matière dans la nature, elle s'est transformée. En organisant le démantèlement contre-révolutionnaire de l'URSS, sa grande majorité s'est muée sans encombre en la nouvelle bourgeoisie de chaque pays de l'ancienne Union. Personne n'a le droit d'ignorer ce fait important, pourtant volontiers dissimulé par les propagandistes bourgeois – et escamoté avec diligence par toute la « gauche » attentionnée. Cette nouvelle classe a parachevé ce tournant réactionnaire lié à sa propre consolidation avec d'autant plus de rapacité cupide et de détermination brutale qu'elle était l'ultime parvenue à la table de festin de la bourgeoisie mondiale. De la Russie de Poutine avec ses rêveries grandes-russes de ses idoles inavoués de tzars jusqu'au Staline, jusqu'à l'Ukraine des clans Timochenko et ceux de Ianoukovitch, en passant par le Kazakhstan et la Biélorussie.

Cette liquidation de l'URSS et sa transformation sociale contre-révolutionnaire se passait dans une lutte de classes acharnée où la classe ouvrière soviétique, éveillée d'abord par l'espoir de pouvoir réaliser ses propres objectifs contre la bureaucratie, se mobilisait massivement. Mais très vite cette lutte se transformait à son tour en un combat de résistance échelonné sur toute une décennie en défense de ses conquêtes sociales contre la mise en place douloureuse de la nouvelle bourgeoisie. Bien entendu, les propagandistes bourgeois intéressés ont tout fait dans le monde entier pour passer sous un silence épais ces luttes dont il n'est possible de reprendre ici qu'une référence sommaire.

Ce mouvement partait déjà en juillet 1989 dans le grand bassin minier et industriel de Kouzbass en Sibérie occidentale et s'est immédiatement étendu sur les mineurs du Donbass ukrainien et sur ceux de Vorkouta au grand nord de Russie. Après cette première vague de grandes grèves, il y en eut une deuxième en 1993 en Ukraine avec 1,5 million grévistes mineurs, ouvriers électriques et métallurgistes, centrée sur le Donbass. Dans cette grève, comme l'écrit le camarade Alcoy dans un autre article, « ... les mineurs du Donbass constatant les effets désastreux de l'application des réformes pro-marché, se sont affrontés aux nouvelles autorités ukrainiennes. » Ils ont fait chuter **Kravtchouk**, le premier président de la nouvelle Ukraine et, parallèlement à leur revendications salariales, ont épaulé les formations pro-bourgeoises.

En effet, dès le début, une contradiction flagrante caractérisait ces mouvements. À côté des revendications ouvrières typiques et celles qui, plus larges, semblaient issues tout droit du programme élaboré par Trotsky (que les ouvriers ont trouvé par leur instinct de classe spontané), ils ont avancé contre la planification monstrueuse de la bureaucratie, leur revendication pour une économie de marché. C'est par cela qu'ils ont été dupés et leur mouvement utilisé par les formations bourgeoises et roulés par tel ou tel clans de la bourgeoisie naissante. C'est de cette façon que, déçus par la politique rapace du clan Timochenko, ils ont soutenu dernièrement celui d'un « régionalisme », cette forme spéciale du nationalisme du clan incarné par Ianoukovitch.

Ce manque stupéfiant de clairvoyance politique était entièrement dû à l'héritage de la dictature stalinienne qui, depuis la fin des années 1920, établissait son pouvoir sur l'anéantissement total du parti léniniste et se maintenait au pouvoir par la falsification des idées et du passé révolutionnaires ainsi que par l'élimination successive de tous les cadres et militants authentiques de la classe ouvrière hermétiquement isolée du mouvement ouvrier mondial. Le résultat de ce processus, cette déviation contre-nature du mouvement ouvrier peut être comparée à celle du **Solidarnosc** en Pologne où, une décennie auparavant, c'est l'église catholique qui a rempli le rôle de séducteur. Depuis, d'abord la bureaucratie, puis la nouvelle bourgeoisie issue de ses rangs a massivement utilisé dans ces pays la tactique du bâton et de carotte pour diviser, détourner et corrompre les mouvements des ouvriers. Rien

d'étonnant donc à ce que déjà vers la fin des années 1990, une « certaine démoralisation » s'est emparée des ouvriers ukrainiens, comme le camarade Alcoy le dit dans l'un de ses articles.

Mais lorsque dans son dernier article le même camarade écrit : « Une faiblesse fondamentale de ce mouvement (les derniers évènements en Ukraine), c'est l'absence de la participation du mouvement ouvrier organisé », - il parle tout à fait dans – l'abstrait. Notamment, il néglige le fait *concret* que ce mouvement n'est pas simplement absent mais il a été roulé, dénaturé et affaibli par une série de déceptions et de défaites. Il n'est donc pas « absent » par un manque d'attention quelconque, mais vaincu durablement. De sorte que la classe ouvrière ukrainienne est, d'une part, économiquement et socialement saignée à blanc, d'autre part, elle n'a pas pu encore comprendre, digérer et surmonter ses lourdes déceptions et ses graves erreurs d'appréciations. Ainsi le camarade Alcoy n'a raison - que dans l'abstrait. Mais dans la situation concrète de cette défaite, ses recommandations de « mettre en avant des revendications sociales des exploités » sonnent faux, car ces conseils n'ont aucune prise sur le réel. Pour sortir de cette réalité d'une impasse tragique, les ouvriers ukrainiens ont besoin d'un éclair fulgurant venant du mouvement ouvrier international, et nullement de pareilles incantations.

Entre-temps, il faut se rendre à l'évidence que la situation de l'Ukraine et de tous les pays de l'ancienne URSS a pleinement confirmé les sombres pronostics de Trotsky au cas d'un éventuel tournant contre-révolutionnaire de l'URSS aussi bien sur le plan social que concernant l'indépendance nationale des peuples différents. Sans établir clairement cette évidence, on ne peut avancer qu'à l'aveuglette.

Dès 1989, une très longue inflation monstrueuse de l'ordre de plusieurs centaines de points (!) a durement frappé les travailleurs, escortée par des privatisations effrénées accompagnées par la fermeture massives de mines et d'usines non-rentables, de paiements retardés et différés des ouvriers et de la misère des chômeurs ! Les économistes bourgeois occidentaux eux-mêmes reconnaissent que ces pays ont connu « la plus forte inégalité jamais mesurée » et que entre 1989 et 1995, les revenus par habitant, malgré le luxe des affairistes mafieux, a chuté de 62 % en Ukraine, de 42 % en Russie, et de « seulement » 26 % en Pologne. (*Le Monde*, 13 mars 2014.) On pourrait continuer cette liste affligeante à l'infini, dont la conclusion vient tout naturellement : il n'y a que la voie du socialisme authentique pour résoudre ces problèmes graves. C'est à cette conclusion principale que les ouvriers ukrainiens pourraient - et devraient - arriver, dans leur ensemble, au lieu de n'importe quel « revendication sociale » vague, neutre et incertaine.

D'une manière générale, on peut constater que la classe ouvrière de l'ancienne URSS, ainsi donc sa fraction ukrainienne aussi, a subi une défaite écrasante en 1989-92, suivie par ses reculs successifs et d'une dégradation générale de sa situation. Mais on ne saurait dire pour autant que la bourgeoisie gagnante ait pu définitivement consolider son pouvoir.

Dans tous les pays de l'ancienne Union, sauf peut-être en Russie, les économies locales ne se sont intégrés à l'économie mondiale qu'en tant que ses portions délabrées, largement subordonnées et exploitées comme des colonies. Seule la nouvelle bourgeoisie russe peut essayer de contrebalancer ses faiblesses et son retard économiques par l'adoption de l'agressivité grande-russe envers ses autres pays ex-soviétiques. Partout, ces bourgeoisies débiles et chancelantes parce que basées sur la prédation de l'économie plutôt sur l'essor de la production, comme la mafia, sont déchirées par une lutte féroce entre leurs divers clans. Elles sont donc incapables de constituer des bases solides pour les pouvoirs politiques qui, profondément instables, ne se maintiennent que par des dictatures impitoyables. Ce sont des régimes en crise permanente et instables, que les récents mouvements en Ukraine ont démasqué comme tels et qui rendent cette victoire de la bourgeoisie aléatoire et relative.

Dans ces conditions, il serait erroné de considérer l'ensemble du processus déclenché en 1989 comme un mouvement terminé. Bien au contraire, il connaît maintenant un nouveau rebondissement en Ukraine dont l'influence sur les autres pays est encore difficilement mesurable. En tout cas, si la classe ouvrière ukrainienne (avec les autres) a perdu plusieurs batailles, personne n'est plus autorisé de déclarer qu'elle a perdu la guerre. Par contre, il est permis de qualifier désormais tous ces régimes bourgeois anémiques, installés sur les ruines de l'URSS, comme des interrègnes, un accident historique, seulement un intermezzo malheureux dans le développement de l'humanité.

L'Ukraine et la question de l'Europe

L'autre grand changement qui modifiait non seulement le cadre général du développement politique mais dans une large mesure influence aussi leur contenu et leur forme, c'est la tentative de l'unification européenne et son évolution. Ce problème soulève beaucoup de questions justement par rapport à l'Ukraine également. D'autant plus qu'il est placé au centre par les Ukrainiens eux-mêmes et qu'il est passablement embrouillé par les commentaires aussi bien des partisans de cette unification que par ses opposants.

D'emblée il faut souligner la faute de condamner la volonté des travailleurs ukrainiens de rejoindre l'Europe, sans examiner plus à fond les circonstances et le contenu de leur demande. Après tout, les organisations qui se situent même plus à gauche que les PS sont dans cette Europe-là, et les seules organisations qui militent pour la quitter sont celles - des fascistes.

Il serait une faute grossière d'identifier les aspirations européennes des travailleurs ukrainiens avec une volonté de se liguer derrière Barroso et les siens. Ce serait une simplification la plus abrupte. Puisque ceux qui se sont à peine débarrassés d'une clique des prédateurs pour conquérir leur indépendance nationale, ne sont certainement pas prêts à exécuter les « recommandations » de Bruxelles où se soumettre à sa troïka dont la voracité cruelle dépasse celle des oligarques ukrainiens et de Poutine réunis.

Alors contrairement à la plupart des commentateurs bourgeois que nombre de militants ouvriers prennent, hélas, pour argent comptant, les travailleurs ukrainiens ne voudraient joindre qu'une Europe vraiment libre et réellement démocratique. Exactement comme leurs frères et sœurs français, allemands ou grecs. Il n'y a pas une différence majeure entre eux, même si certains travailleurs ukrainiens peuvent avoir encore une illusion sur l'Europe de Bruxelles. En revanche, cette différence existe, à coup sûr, entre tous les travailleurs ukrainiens et européens, d'un côté, et les oligarques de tous les pays, de l'autre. Et nous savons tous très bien que les fascistes ne veulent pas d'Europe. Ni les français, ni ceux des autres pays, et certainement pas les ukrainiens, non plus.

Ce sont les données fondamentales du problème, autrement déterminantes que les impressions fugitives ou les illusions éphémères que l'on pourrait avoir. C'est donc sur ces données que l'on pourrait envisager une véritable solution, mais certainement pas en leur tournant le dos.

L'importance de la question européenne est non seulement considérable mais elle est primordiale. Déjà au moment encore de l'existence de l'URSS – et de l'inexistence de n'importe quelle unification européenne, Trotsky attirait l'attention de son organisation sur le caractère décisif de la relation entre l'Ukraine et l'Europe : « La IVe Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe toute entière. » (Ibid. P. 127.)

Aujourd'hui, l'importance de l'Ukraine a grandi encore plus pour l'Europe mais, à l'inverse, celle de l'Europe est peut-être encore plus grande pour l'Ukraine. En effet, il est clair pour tous que l'Ukraine se trouve dans une impasse complète si elle reste dans le même cadre qu'à la veille de ces grands mouvements actuels. Sa lutte contre l'un des clans des oligarques a été utilisée pour la victoire d'un autre clan, sans que la situation des travailleurs soit améliorée, - bien au contraire. De même, sa lutte pour l'indépendance nationale a été pervertie en un nationalisme bourgeois excessif qui l'a placée dans une fausse alternative entre la bourgeoisie européenne et la Russie de Poutine, l'amenant au bord d'une guerre. La coopération entre la classe ouvrière ukrainienne et russe, condition nécessaire pour inverser le processus de leurs défaites respectives en un mouvement uni contre les oligarques de ces pays a été ainsi lourdement compromise par les nationalismes outrés des deux côtés de la frontière.

Le seul moyen de débloquer cette situation est de dépasser les cadres nationaux qui interdisent une solution satisfaisante. Celle-ci ne se trouve qu'à l'échelle européenne. Non pas dans une Europe bourgeoise que nous connaissons et qui, d'ailleurs, sans être unie, est déjà menacée d'une dislocation sous ses contradictions. Elle exige que toutes les organisations qui parlent au nom des travailleurs dépassent le stade d'une simple opposition à cette Europe bourgeoise qui ne constitue pas une politique mais paralyse ces organisations dans un cadre nationaliste dépassé. Seul le combat pour une Europe des Travailleurs pourra constituer la solution aussi bien aux problèmes des travailleurs occidentaux que celle de l'indépendance nationale de l'Ukraine. Elle est aussi le seul moyen pour

surmonter la défaite subie par et avec la liquidation de l'URSS en opposant les travailleurs unis, y compris les ukrainiens et les russes contre les oligarques à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe.

Balazs Nagy

Un gouvernement de combat contre les travailleurs

Les dernières élections ainsi que la formation du nouveau gouvernement **VALLS** nous donnent l'occasion, et nous incitent même à préciser davantage aussi, la manière retorse de penser de l'équipe de Hollande au pouvoir. Leur raisonnement politico-social est très simple, pour ne pas dire simpliste. Il est celui de la social-démocratie pour ainsi dire classique, et bien connu depuis une bonne centaine d'années.

Défenseurs absolue et résolus du capitalisme décadent

La marque de fabrique principale de ces gens, parmi tous ceux qui se prétendent être du côté des travailleurs, est de présenter le **capitalisme comme un système éternel dont il faut accepter l'existence**. À partir de là, d'après ces soi-disant « socialistes », l'ensemble de nos activités est obligatoirement limité et déterminé par ce cadre capitaliste et ses règles générales. Mais pour consoler les travailleurs, selon cette conception, Il faut impérativement faire rentrer dans la tête des travailleurs que le système capitaliste peut être corrigé, amendé et socialement amélioré, « bref réformé » et notre tâche est d'y contribuer. Cette philosophie de pacotille qui, depuis longtemps, a vendu la mission de libération de la classe ouvrière pour un plat de lentille avait encore une certaine consistance limitée tant que la bourgeoisie, en contrepartie de cette démission, pouvait concéder certaines réformes effectives. Mais l'impérialisme est la période du *déclin* du capitalisme – nié obstinément par ces sociaux-démocrates – lorsque, du fait de son épuisement, ce système est organiquement incapable de concéder la moindre réforme.

Or la crise actuelle a révélé brutalement que ce déclin s'est aggravé à un tel point que non seulement les réformes sont devenues impossible pour ce système moribond mais qu'il a besoin, pour assurer sa survie, d'attaquer et de détruire les réformes antérieures. C'est ce besoin qui explique son offensive générale contre toutes les anciennes réformes et son intransigeance déterminée pour la mener jusqu'au bout.

Mais les sociaux-démocrates sont incorrigibles : ils n'ont pas rejeté leurs affabulations grotesques mais les ont adaptées précisément aux exigences multiples de cette offensive de la bourgeoisie aux abois. En dépit des serments solennels de Hollande – qui éclairent la duplicité consommée des sociaux-démocrates -, ils nous racontaient ensuite tous les bobards sur la nécessité, d'une part, d'engrosser le capital international par nos milliards de remboursement des dettes, et d'autres part, de soutenir par d'autres milliards « nos propres » capitalistes « appauvris ». Contre toutes les preuves du contraire, ils maintiennent toujours leur mensonge que grâce à ces « aides », la bourgeoisie « reconnaissante » (?!) fera tout pour le bien-être des travailleurs.

Il y a quelques semaines, Hollande donnait encore des dizaines de milliards pour son « plan de compétitivité », mais ce n'est que lui seul et ses pareils qui croient (comme tous les sociaux-démocrates qui se respectent) au rêve hallucinant qu'en échange, la bourgeoisie embauchera les chômeurs ! C'est par ces impostures scandaleuses qu'ils essaient de justifier l'obligation de « faire des économies (ou plutôt des coupes budgétaires) » par la diminution drastique des dépenses de la santé, de l'éducation, de toutes les conquêtes sociales, des salaires, du droit du travail et ainsi de suite, allant vers leur destruction. Parallèlement à cette démolition sauvage des anciennes réformes réelles – et pour démontrer qu'ils sont de vrais réformistes et qu'ils font des réformes ! - ils submergent le pays de

projets multiples dits « sociétales » - en dehors et à la marge de la vie sociale et économique – comme le mariage mixte ou la voiture électrique, etc. La fonction principale de ces prétendues « réformes » est invariablement de détourner l'attention de l'activité des destructions des conquêtes sociales actuelles et antérieures.

Les élections ont infligé une défaite cinglante à ces gens qui, dans leur duplicité arrogante et prétentieuse ont imaginé que les travailleurs allaient gober leurs canulars à dormir debout. Au vu des résultats, ils étaient sincèrement et profondément surpris. Mais de là à imaginer que Hollande et les siens révisent leur politique et les adaptent aux souhaits des travailleurs, - serait une illusion absurde. Bien au contraire !

Des pertes accrues et d'autres souffrances menacent les travailleurs

Le nouveau gouvernement est justement l'incarnation non seulement de la simple continuation de la politique bourgeoise de spoliation des travailleurs par Hollande et Cie. Il est celle de son durcissement considérable, conformément non seulement au soi-disant « retard » du précédent gouvernement par rapport à cela, mais surtout à l'appétit grossi de la bourgeoisie, et à sa boulimie vorace. Dès le 26 mars, le Medef claironnait : « une trajectoire plus ambitieuse que la baisse de 50 milliards déjà annoncée est désormais un impératif absolu ». (*Le Monde*, 30-31 mars, 2014.) Puis, le titre de l'éditorial du même journal (du 1^{er} avril) précisait la tâche du gouvernement : « *Garder le cap, passer aux actes sans trembler* », - et définissait la feuille de route de Hollande : « La seule issue responsable... est de mettre en œuvre puis amplifier les réformes visant à assurer un redressement économique ». Nous savons tous quelle est la terrible réalité qui se cache derrière ces mots anodins. Les chefs bourgeois auto-proclamés de Bruxelles ont aussi sauté sur l'occasion pour réclamer plus de rigueur du gouvernement français. Le traité commercial entre l'Europe et les États-Unis en préparation nous réserve aussi des coups sérieux rendant encore plus aléatoire une reprise économique française déjà passablement compromise. Obéissant non pas aux souhaits des électeurs déçus mais aux réclamations de ses chefs bourgeois réels, Hollande a rapidement réagi.

Il a très vite constitué sa nouvelle équipe de gouvernement resserrée autour de ses partenaires sociaux-démocrates les plus proches. Son nouveau premier ministre Valls en est le symbole tout trouvé : d'une orientation politique droitiste encore plus prononcée et de caractère agressif plus affirmé. Ce n'est pas par hasard si c'était lui qui, depuis longtemps, voulait débarrasser son parti de son adjectif « socialiste ». Cette équipe se présente donc dès le début comme le détachement avancé d'un dispositif d'attaque bourgeoise. Les quelques mots rassurants et apaisants de circonstance ne changent pas cette vérité. On aura l'occasion de commenter plus en détail l'offensive anti-ouvrière du nouveau gouvernement dont on vient de voir les premiers éléments visant à démanteler le système de la Sécurité Sociale.

Certainement, il y a un changement, ou plutôt un tournant. Finis les tergiversations ou les hésitations qui, bien que conformes à la faiblesse caractérielle de Hollande, sont devenues intolérables pour la bourgeoisie et semblent contraire à la nature combative du nouveau gouvernement. La présence de personnes telles que **Hamon** et **Montebourg**, auréolés d'une estampille de « gauche » n'indique nullement celle d'une gauche réelle. Elle signe plutôt la fin d'une équivoque ou malentendu entourant ces carriéristes d'une telle renommée. Par contre, s'il y a effectivement une gauche véritable dans ce parti, à part des braillards habituels prétendument de « gauche », comme **Lienemann** et consorts, ce sera le moment de l'affirmer contre le déferlement des mesures et des attaques certaines que ce gouvernement va engager contre tous les acquis des travailleurs. C'est le moment surtout pour toutes les organisations qui parlent et agissent au nom des travailleurs et pour leurs intérêts, de se réunir autour et avec le Front de Gauche et de préparer ensemble un large Front Uni de tous les travailleurs contre les attaques redoublées du capital et de son **nouveau gouvernement**.

B.N.

Quelques leçons des élections

Les journaux sont unanimes - indépendamment de leur traditionnelle mais superficielle coloration de « gauche » ou de « droite ». Ils comparent la déconfiture retentissante du parti dit « socialiste » aux élections municipales au désastre historique de Napoléon sur le fleuve Bérézina en Russie (1812), prélude de sa défaite finale. C'est une appréciation dont la justesse, pour une fois, n'est pas contestable. Ainsi notre première réaction consiste, avant tout, à en tirer quelques enseignements. Comme chacun le fait, ou devrait le faire tout naturellement, même si les nôtres diffèrent sensiblement de tous les autres.

En premier lieu, il importe de souligner – en s'opposant radicalement à une croyance générale soigneusement entretenue par les politiciens et organisations habituelles de « gauche » - que les élections ne changent absolument pas les données *fondamentales* du système social capitaliste, donc la situation. Même si elles peuvent en modifier les formes ou les contours, elles se meuvent dans ce cadre et en font partie intégrante. Qu'elles soient municipales, législatives ou européennes, elles ne forment que des éléments de fonctionnement du système en place (bien sûr démocratique) dont le mécanisme et les mouvements lui restent profondément attachés.

Concernant cette vérité abondamment prouvée et établie, on a vu l'expression de deux grands courants opposés lors de ces élections. D'une part, celui qui affirme traditionnellement - même s'il est très hétérogène (surtout si l'on y ajoute les droitiers) – qu'une élection peut opérer un changement effectif et réel du système. On peut constater avec regret que même un parti comme le Front de Gauche (et ses composants) - que nous considérons effectivement comme placé du côté des travailleurs et comme tel, en tant que nôtre - reste prisonnier de cet électoralisme (parlementarisme) borné. Ses dirigeants laissent supposer en effet ou affirment même l'idée fautive que par une avancée électorale considérable, à fortiori avec une victoire, ils pourraient transformer radicalement le système sociale capitaliste.

Les abstentions expriment un vote spécial

D'autre part, face à ce parlementarisme étriqué, une partie de la population de plus en plus nombreuse et massive s'abstient régulièrement et volontairement de voter. Ces dernières élections municipales, pourtant prétendument plus proches des gens, ont connu un record d'abstention avec 36,6 %, en particulier chez les jeunes.

La plupart des politiciens et commentateurs bourgeois ou petit-bourgeois s'érigent maintenant en grands moralisateurs en osant qualifier les abstentionnistes de non-républicains et n'hésitent pas à les accuser d'aider ainsi à la victoire de la droite. Ici ou là, on leur reproche aussi de rendre impossible l'avance conséquente du Front de Gauche ou/et de ses composants et, partant, le changement du système.

Cependant, ces abstentions expriment une opinion définitive sur le système capitaliste entier tel qu'il existe et ils le rejettent d'emblée. Elles condamnent ainsi la croyance absurde de pouvoir changer ce système par des votes. *Dans ce sens*, ils ont raison et nous les défendons contre tous les parangons de vertu « républicains » (?!), même si nous jugeons que ces abstentions sont négatives, stériles, et donc insuffisantes.

Une carte complète et précise des abstentions actuelles dessinerait clairement cette autre France vivant à la périphérie des grandes villes, dans les banlieues prolétariennes. C'est la France ouvrière et donc celle des chômeurs aussi, sur le dos desquels claque sauvagement le fouet de l'austérité. Même un petit échantillon, bien téméraire de la part de la presse bourgeoise en montre l'étendue et la signification. Dans la ceinture « rouge » de Paris : Ivry 58,6 % d'abstention, Stains 56,8 %, Vitry-sur-Seine 56,7 %, puis Vaulx-en-Velin dans la grande banlieue lyonnaise avec ses 56,7 % d'abstention ; ou la ville ouvrière sinistrée de Roubaix dans le Nord avec 55,5 %, Trappes, dans la grande banlieue parisienne, avec le même pourcentage. Une carte complète des abstentions montrerait infailliblement ces masses d'ouvriers du pays, les plus grands victimes de l'inégalité galopante dont on disserte abstraitement parmi les journalistes bourgeois et dans tous les milieux petits-bourgeois, - en déplorant les pertes... des classes moyennes. Les ouvriers et leur sort disparaissent de leurs préoccupations conformément à la volonté délibérée de ces gens de minimiser l'importance de cette « classe dangereuse » jusqu'à nier son existence. On peut donc parier qu'ils ne feront jamais une telle carte, menaçante pour leur bavardage, et périlleuse pour leur quiétude.

Sur l'importance des élections

Si les élections ne peuvent pas changer le système capitaliste exprimé par les coups que nous subissons chaque jour davantage, ce serait une faute impardonnable de la part des organisations politiques d'en conclure à leur inutilité complète. Elles sont importantes parce que, en premier lieu, elles mesurent assez fidèlement l'impact et l'influence de chaque parti en donnant ainsi une image graphique relativement précise (ensemble avec les abstentions !) du niveau et de la nature de la conscience politique de la population.

Ce thermomètre politique mesure ainsi la défaite générale de Hollande et de son gouvernement et, en passant, annihile toutes les affabulations antérieures sur le caractère strictement local des élections municipales. Ceux qui, en 2012, ont attendu une protection de la part de ce gouvernement contre les attaques du capital, ont voté maintenant contre son parti ou se sont abstenus. Le message est clair. En ce sens, l'appréciation bourgeoise du journal *Le Monde* falsifie volontairement la signification de ce vote, en écrivant que Hollande paie maintenant « la note d'un début de mandat raté, faute d'être porté par un projet clair et clairement expliqué ». (Éditorial du 1^{er} avril 2014.) Or justement, les travailleurs ont bien compris la nature bourgeoise de son projet, - et ont voté contre. Cependant, le journal exprime, à sa façon alambiquée comme d'habitude, le souhait intime de la bourgeoisie et son exigence pour une plus grande détermination à son service. C'est cette exigence bourgeoise qui s'exprime dans cette plainte mais aussi dans la réplique de la bourgeoisie elle-même, revigorée par l'option bourgeoise de Hollande lui-même, pour prendre directement en mains ses affaires à travers ses propres partis traditionnels. Cela explique l'avance importante de ces partis UMP, UDI, Modem qui traduit la volonté de la bourgeoisie d'aller encore plus loin dans la destruction des conquêtes sociales. Nous pouvons être sûrs et certains que Hollande fera tout pour satisfaire ces attentes et sera encore plus hostiles (si c'est possible) aux demandes des travailleurs.

La force des fascistes cache (mal) celle de la bourgeoisie

L'avance considérable du Front National est quasi entièrement due à sa propagande démagogique qui semble défendre les intérêts des ouvriers et des travailleurs. Mais attention ! Cette tactique d'apparaître en défenseur des travailleurs est une ruse bien rodée et connue de tous les partis d'extrême-droite. Dans les années 1920, **Hitler a développé le même stratagème en se présentant en défenseur des travailleurs**. Il est allé jusqu'à appeler son parti « socialiste », en y ajoutant seulement l'adjectif « national ». **Mussolini**, quant à lui, venait tout droit du parti socialiste italien. La démagogie sociale était leur arme importante – comme tous les fascistes -, c'est elle que le Front National a reprise à son compte. Or le caractère démagogique de cette ligne politique apparaît clairement dans le fait qu'elle n'attaque pas du tout la bourgeoisie et son système social. Elle vise seulement l'une de ses lignes politiques, celle qui prédomine actuellement, l'europpéenne. Elle préconise l'autre, notamment le repli national, représentée par l'autre partie, la minoritaire, de la bourgeoisie européenne. Le F.N. attaque donc la politique majoritaire (européenne) de la bourgeoisie mais non pas celle-ci en tant que classe qui exploite d'autres classes et non plus son système capitaliste. Par contre, il attaque vigoureusement les ouvriers immigrés, autrement dit, la majorité de la classe ouvrière et s'en prend violemment aux conquêtes ouvrières en dénonçant les bénéfices divers. Il a largement bénéficié non seulement de cette démagogie mensongère qui continue à cacher sa nature bourgeoise avérée, mais encore du fait qu'aucun parti ne l'a démasqué en tant que parti bourgeois. Les critiques habituelles visent seulement sa politique anti-européenne, ses phobies racistes et nationalistes, sans toucher au *fond bourgeois* qui les secrète.

Que signifie le piétinement du Front de Gauche ?

Les élections sont aussi des moments de rassemblement de tous ceux qui s'unissent pour des objectifs politiques communs afin d'élargir encore plus leurs rangs. C'est particulièrement valable pour ceux qui, sur la base d'un programme, veulent faire un pas en avant pour l'émancipation des travailleurs sous le joug du système capitaliste. Les élections ont ainsi donné l'occasion au Front de Gauche de se développer. Comment expliquer alors que malgré la crise éprouvante du capitalisme et le rejet de cette société par les travailleurs, non seulement le Front de Gauche est resté loin derrière ses résultats spectaculaires lors des élections présidentielles mais qu'il a été nettement devancé par tous les partis bourgeois, y compris le F.N. et l'UMP ?

Ce fait aberrant est la conséquence directe de l'ambiguïté politique de la position du Front de Gauche. Tandis qu'il définit clairement son opposition radicale à la récente politique d'austérité de la bourgeoisie française et européenne, il ne se prononce pas clairement contre le système capitaliste comme tel. Il reste vague et énigmatique sur ce point capital qui, pourtant, exige une clarté. Cette obscurité est révélée par le manque d'un programme politique nettement ouvrier dirigé contre le capitalisme en tant que système social, racine de toute l'austérité. Cette

absence d'un tel programme et son cantonnement dans le cadre bourgeois habituel des élections l'ont condamné à rester loin derrière tous les autres. Bref, sa position est inadéquate à la situation. Comment voulez-vous que le Front de Gauche puisse démasquer le Front National comme un parti de la bourgeoisie, s'il entretient lui-même une équivoque sur ses objectifs ? et la nature du système ? Les élections ont prouvé que dans ces conditions, le Front de Gauche est condamné à piétiner sur place, tandis que le Front National fait des avancées notables y compris et surtout parmi les travailleurs mécontents.

La leçon principale des élections se présente donc clairement. Au lieu de chercher un bouc émissaire quelconque, elle indique on ne peut plus clairement que la plus importante tâche de du Front de Gauche est de tirer un bilan objectif de l'ensemble de son activité, en particulier de son programme politique.

Balazs Nagy

